

Colloque « Évolution de la pauvreté : le regard du Secours Catholique sur la dernière décennie »

*Remise du prix de recherche
Fondation Caritas – Institut de France*

Mesdames et messieurs,

Je suis très honorée et très touchée d'être ici aujourd'hui et je remercie donc vivement la Fondation de Recherche Caritas de m'avoir remis ce prix. J'ai écrit ma thèse en espérant qu'elle pourrait contribuer à renouveler le regard sur la pauvreté, sur la manière de la penser et de la prendre en charge. J'ose à croire que ce prix est un signe que j'y suis même modestement parvenue.

J'en profite également pour remercier chaleureusement mes deux directeurs de thèse, Gilles Rasselet et Florence Weber, ici présents (qui n'ont pu se déplacer pour l'occasion), qui ont su me guider avec constance et confiance tout au long de mon travail de thèse.

Je dois dire enfin que je suis émue et, d'une certaine manière, triste aussi, d'être primée à l'occasion de la parution du rapport du Secours Catholique sur l'évolution de la pauvreté depuis 10 ans. J'ai observé, au plus près, la dureté des conditions d'existence qu'expérimentent les ménages les plus pauvres et les effets qu'avait eu sur eux la crise économique de 2008. J'aurais préféré apprendre que la tendance s'était inversée et que mes résultats étaient désormais dépassés.

Questions et méthodes

Malheureusement, ce que j'ai pu analyser en utilisant d'autres méthodes que la méthode statistique correspond en bien des points aux résultats mis en évidence dans ce rapport.

Pour être un peu plus précise, je voudrais dire deux mots sur ce qui m'a amenée à travailler sur les pratiques de gestion et de consommation des plus pauvres.

Il y a près de huit ans maintenant, à l'occasion d'une enquête sur le réseau associatif d'un quartier populaire dans la région Centre, j'avais été, pendant des semaines, abreuvée de

commentaires par les responsables associatifs, la directrice de l'école du quartier ou même des habitants du quartier sur l'absence de moralité et l'intempérance, presque provocatrice, dont une famille du quartier, les Legrand, semblait faire preuve en matière de gestion budgétaire. Ils étaient sans cesse cités en exemple de ce qu'il ne fallait surtout pas faire en matière économique : tous m'ont parlé de ce monospace que les Legrand avaient acheté, du lecteur de dvd qu'ils se seraient offert alors qu'ils ne réglaient pas en temps et en heure leur loyer, de leur abonnement au câble qu'ils continuaient de payer alors qu'ils allaient demander des colis aux Resto du cœur... Bref les Legrand étaient les « cas soc' » du quartier, une caricature de ce que pour aller vite on appelle souvent les « mauvais pauvres ».

Or, il se trouve qu'au cours de mes pérégrinations, j'ai trouvé le moyen d'entrer chez eux et d'y faire un entretien et, je n'ai pu être que surprise en définitive du décalage avec ce qu'a bien voulu m'expliquer Véronique, la mère de famille, de l'organisation de son économie domestique. Il arrivait effectivement que son mari gagne sa vie en travaillant « au noir » mais elle m'a aussi raconté les multiples stratagèmes et les sacrifices quotidiens qu'elle et son mari déployaient pour que leurs sept enfants ne manquent de rien, mangent à leur faim (ce qui était loin d'être toujours le cas des parents) et puissent avoir des cadeaux à Noël.

C'est cet étonnement créé par le décalage entre la description des conduites économiques que proposaient des agents d'associations ou d'institutions publiques et la description qu'en proposait la famille concernée qui m'a incité à pousser plus loin mes recherches et à en faire mon sujet de thèse.

Je suis partie pour cela d'une double-question d'une relative simplicité :

- Comment font des individus vivant dans des conditions économiques et sociales d'existence difficiles pour « s'en sortir » au quotidien
- Et comment expliquer que dans des conditions économiques et sociales apparemment similaires certains s'en sortent mieux que d'autres.

Avant d'entrer dans le cœur du sujet, je voudrais dire quelques mots sur les données sur lesquelles je me suis appuyée pour réaliser ce travail.

J'ai enquêté pendant plusieurs années sur un quartier d'une ville moyenne française, classé « zone urbaine sensible », c'est-à-dire défini administrativement et politiquement comme regroupant des populations économiquement et socialement démunies.

J'ai ainsi, notamment, rencontré des habitants du quartier, vivant en logement social. Tous appartenaient à un ménage « pauvre » (Ils faisaient partie des 20% des Français les plus pauvres et se situaient, le plus souvent, à la limite du premier décile, à la limite du seuil de pauvreté). Le « chef » de famille était ouvrier ou petit employé de services et sa situation dans l'emploi souvent précaire. Aucun enfin ne payait d'impôts sur le revenu. S'intéresser à leurs conditions de vie, du fait de leurs caractéristiques sociologiques, c'était aussi indiscutablement s'intéresser aux conditions de leur survie ce que j'ai fait au moyen d'entretiens, longs et approfondis, réalisés à leur domicile et sur une longue période. Cette méthode d'enquête, au cœur de l'existence concrète des ménages, m'a permis de rendre compte de ce qui reste habituellement inaccessible au regard de l'enquêteur : la tenue des comptes, les arbitrages en matière économique, les pratiques en matière de gestion et de consommation mais aussi les manières de penser les comptes, les lignes de conduites suivies en matière économique et, plus généralement, les conditions de vie des enquêtés dans tout ce qu'elles ont de plus intimes et privées.

La méthode ethnographique permet donc d'accéder à la logique des comportements, pour comprendre ce que ces comportements ont de logique en resituant des activités économiques dans l'ensemble des relations et des contraintes sociales des enquêtés.

Mais, parce que j'ai été immergée dans leur quotidien sur une longue période, j'ai pu aussi voir, concrètement, les effets de la crise économique de 2008 dans leur vie quotidienne. J'ai vu à quel point, elle accroissait l'incertitude qui pesait déjà sur les conditions d'emploi et donc sur leur manière d'envisager l'avenir. J'ai vu à quel point l'augmentation du moindre euro dans les factures d'électricité ou de gaz, dans le loyer ou dans les charges, mais aussi l'augmentation du moindre centime d'euro pour les produits alimentaires de base perturbaient l'équilibre de leur compte, étaient propres à déstabiliser des budgets déjà si fragiles.

En cela, l'enquête ethnographique permet d'illustrer ce que donne à voir les statistiques. Mais, l'enquête ethnographique éclaire aussi sous un autre jour les résultats du rapport.

Résultats

L'enquête ethnographique permet tout d'abord d'alerter sur l'illusion que le calcul du niveau de vie pourrait produire comme le fait de considérer que l'épouse ou les enfants, selon leur âge, « coûtent » en proportion la même chose selon les milieux sociaux (c'est le principe du calcul par unité de consommation).

Mais l'enquête ethnographique permet surtout de comprendre les mécanismes qui permettent aux individus de s'en sortir ou non.

Cette recherche a ainsi permis de rappeler que les plus pauvres subissent des contraintes de revenus relativement semblables, qui se trouvent rigidifiées par un certain nombre de dispositifs, législatifs, institutionnels, bancaires, qui rendent ces contraintes plus écrasantes encore. Pour ne donner qu'un exemple, les facilités de paiement (découverts ou crédits) ne leur sont que rarement concédées. Lorsqu'elles leur sont accordées, elles s'avèrent, en règle générale, plus coûteuses pour eux que pour les autres membres de la société du fait même de leur niveau de revenu ou de leur statut dans l'emploi. Avant d'essayer d'expliquer les mécanismes qui permettent de s'en sortir ou non, il convient de ne pas oublier que quand tout se joue à si peu des différences minimums de revenus produisent des effets démultipliés sur les possibilités de s'en sortir ou non.

Le deuxième point essentiel concerne l'organisation et le fonctionnement de l'économie domestique.

Du fait de ces contraintes monétaires, les plus démunis recourent, relativement fréquemment, à des groupes de coopération productive, que j'ai appelé des « maisonnées de survie ». Celles-ci sont certes des « maisonnées » mais elles se distinguent des maisonnées des propriétaires agricoles, par exemple, dans la mesure où elles sont marquées par leur extrême fragilité et leur existence est liée avant tout à la survie de ses membres (et non à la préservation ou à l'accroissement d'un patrimoine). L'unité économique qui sert de base à leur comptabilité domestique n'est que rarement le ménage des économistes ou des statisticiens. Pour comprendre comment ils survivent, on ne peut pas simplement penser le ménage ou le marché. Il faut prendre en compte la multitude d'espaces économiques intermédiaires qui sont la condition de leur survie économique : la famille, le voisinage, le groupe d'amis, le réseau associatif, le quartier...

L'insertion dans des groupes ou des réseaux économiques (domestiques, résidentiels, associatifs...) joue donc un rôle indéniable sur les succès ou les échecs économiques des plus pauvres. D'une manière générale, l'existence de ces groupes, l'insertion de l'individu dans des réseaux d'interconnaissance est le plus souvent un gage de sa survie économique. Les soutiens, familiaux, amicaux, de voisinage, associatifs, sont essentiels. Ce qu'on peut appeler un réseau d'entraide est bien souvent l'occasion d'échanges informels, hors-marché, dont le prix (parce que des services peuvent être payés en nature ou en espèces sonnantes et

trébuchantes) est décidé en dehors du marché, en fonction des besoins/des possibilités de chacun (garde des enfants, taxis pour faire les courses, cadeaux...). On voit ici l'importance de conserver un réseau social, de ne pas s'exclure de la société (et donc y compris de la société de consommation) pour survivre...

Mais, la relation n'est toutefois pas aussi univoque. Plus simplement, la famille peut être aussi bien une ressource (en apportant aide et soutien monétaire ou en nature) qu'une contrainte (en supposant parfois obligation et charges de famille).

Selon le même principe, il est apparu indiscutable que les structures publiques et associatives implantées dans le quartier faisaient partie de ces « petits plus » qui permettent de résister à la contrainte budgétaire. Mais, parce que le quartier est aussi un espace réputationnel, il peut être aussi vécu comme un poids par ceux qui y vivent. Recourir à l'aide, publique ou associative, participe aussi de l'assignation d'une identité (il faut assumer, lorsqu'on a reçu ce type d'aide, d'être perçu comme « un pauvre »).

Le troisième et dernier point important a trait aux questions d'organisation et de gestion du temps économique. Pour les plus démunis, les conditions d'existence (contrainte monétaire et statut dans l'emploi) régissent pour partie leur rapport au temps. Celui-ci est forgé par, ce que j'ai appelé, la « certitude de l'incertitude ». Tous partagent en effet des soucis au quotidien et connaissent des difficultés à maîtriser le problème de la répartition des ressources dans le temps (immédiat et, encore plus, lointain). En pratique, l'organisation temporelle de leur économie domestique ne correspond que rarement au temps mensuel de la comptabilité bancaire.

Du fait de ces caractéristiques, un certain nombre de compétences de consommateur ou d'épargnant paraissent très fortement liées au fait de s'en sortir ou non

- En ce qui concerne les compétences de consommateur : on peut relever que la connaissance experte des prix des produits, la capacité à les comparer selon les enseignes, l'utilisation systématique des promotions, les pratiques d'autoproductions aident indiscutablement à s'en sortir lorsque les moyens économiques sont faibles.
- De même en ce qui concerne les compétences d'épargnant : les pratiques de stockage (congélation et stockage alimentaire ou stockage des jouets pour lisser la consommation au cours du temps), les astuces pour faire des économies (la brique dans les toilettes, l'eau du bain dans la machine à laver) sont autant d'atouts pour faire face aux coups durs.

Pour autant, il faut remarquer que ces techniques demandent de l'organisation et surtout du temps. L'organisation de la consommation implique de multiplier les lieux d'achat, de connaître avec précision les prix des produits, de surveiller la moindre promotion. Les ménages à petit-budget doivent compenser en temps ce qu'ils n'ont pas en argent, mais cela suppose d'avoir du temps disponible (non occupé par un travail, par des enfants...).

Par ailleurs, l'épargne ne se constitue pas en effectuant un arbitrage qui permet consommation *et* épargne mais plutôt consommation *ou* épargne tandis que l'épargne classique, monétaire, n'est que rarement possible. Cela n'exclue cependant pas d'avoir recours à d'autres formes d'anticipation et de prévision. Ainsi, de multiples stratagèmes sont mis en place et supposent une certaine capacité à planifier ses achats et sa consommation (comme les pratiques de congélation et, plus généralement, de stockage). Constituer des enveloppes, accumuler des petits trésors pièce à pièce, contrôler ses actions quotidiennes pour ne pas faire d'excès économiques exigent aussi patience et rigueur. De fait, si certains parviennent à épargner des sommes importantes, c'est avant tout parce qu'ils se restreignent sur l'ensemble de leurs dépenses et s'astreignent à une discipline économique de chaque instant, qui s'apparente à une discipline de vie, à une discipline de fer.

Mais il faut noter que ces ressources « sociales » sont elles aussi inégalement réparties (tous n'ont pas une famille, ne sont pas inclus dans des réseaux solidaires, tous ne disposent pas du même espace...). Pour les pratiques d'autoproduction, l'idéal est par exemple d'avoir un jardin ce qui n'est pas donné à tout le monde et permet de souligner les inégalités selon les zones géographiques. Pour les pratiques de stockage, cela suppose d'avoir un espace de stockage ce qui est plus facile dans une maison à la campagne que dans un studio en ville. À ces inégalités territoriales et structurelles, s'ajoutent des variations dans les socialisations économiques de ces individus (tous n'ont pas acquis dans la même mesure ces compétences de consommateur ou d'épargnant), qui sont liées aux différences contenues dans leur histoire familiale, matrimoniale, professionnelle, etc.

Enfin, il me semble important de regarder les marges de manœuvre à disposition de ces ménages pour comprendre les « arrangements » que certains s'autorisent avec les règles du fonctionnement économique et qui leur permettent de s'en sortir.

Ainsi, par exemple, tous les organismes ne font pas peser les mêmes menaces en cas de non-règlement des dettes et ils n'ont d'ailleurs pas tous les mêmes moyens de pression pour en imposer leur paiement (la banque a, par exemple, un accès direct aux comptes de ses clients).

De même, la question des moyens de paiement utilisés pour régler les dépenses est elle aussi fondamentale pour comprendre certains choix économiques. Les prélèvements obligatoires imposent une rigidité dans les comptes bien plus grande que ne le font les règlements par chèques ou en liquide. Cette contrainte est en outre accrue par la pression de plus en plus forte de certains organismes pour obliger à l'utilisation du prélèvement automatique sans que ne soit laissée pour autant la possibilité de choisir le moment où le montant sera prélevé. Tous les individus n'ont en outre pas la même capacité à résister aussi bien à la pression des créanciers qu'aux sollicitations des vendeurs, tous n'ont pas la même capacité à défendre leurs droits. Les ressources culturelles (diplômes, compétences professionnelles) mais aussi idéologiques et politiques sont en cela fondamentales pour comprendre ce qui fait qu'en situation de pauvreté certains, de manière presque surprenante, pourraient-on dire, parviennent encore à s'en sortir.

Il reste encore de nombreuses recherches à effectuer sur le sujet mais je suis néanmoins heureuse d'avoir pu apporter une petite pierre à cet édifice et de voir ainsi mes recherches reconnues par ce prix.

Mesdames et messieurs, je vous remercie donc très sincèrement pour tout l'intérêt que vous avez porté à mes choix de chercheuse.